

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Dossier

N° 452 du 30.04

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré a part

Intégrale du discours de Mahmoud Ahmadinejad devant Durban II .

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Chérif Boudelal : Communiqué de presse -DURBAN II.

1-2 Ahmadinejad : Israël est le "porte-drapeau du racisme".

1-3 Alain Gresh : Durban II, délire et désinformation....

2 Les brèves

2-1 Durban II : Mahmoud Ahmadinejad n'a pas prononcé la phrase remettant en cause la réalité de l'holocauste.

2-2 Durban II: Une large partie du monde arabe appuie les propos d'Ahmadinejad.

3 Dossier

3-1 Allain Jules : un véritable "n'importequoitisme" des pays de l'Union européenne !

3-2 Danny Glover : Durban II: la race et l'administration Obama.

3-3 Ishtar Cohen : Ahmadinejad : Comment la gauche radicale occidentale est en-dessous de tout.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

4-1 Gilad Atzmon : Ahmadinejad : « Lisez sur mes lèvres ».

4-2 Nous avons bien dit racisme : Je n'ai jamais compris que l'on pouvait refuser à un être humain une identité qu'elle soit de sol.

4-3 Abdel Bari Atwan : Ahmadinejad n'a fait que dire la vérité.

Tiré a part

Intégrale du discours de Mahmoud Ahmadinejad devant Durban II .

"Read My Lips"

Mahmoud Ahmadinejad : « Le Conseil de sécurité a donné aux sionistes le feu vert pour poursuivre leurs crimes »

Intervenant devant la conférence mondiale contre le racisme (dite « Durban II »), le président iranien a dénoncé la hiérarchisation des États au sein de l'ONU et de ses agences comme des expressions du racisme occidental.

Il a souligné qu'usant de leur droit de veto illégitime, de grandes puissances ont permis le développement d'un régime raciste en Palestine occupée.

Nous reproduisons ici l'intégralité de son discours.

M. le président,

M. le secrétaire général des Nations Unies,

Mesdames et messieurs,

Nous sommes ici réunis, suite à la Conférence de Durban contre le racisme et les discriminations raciales, afin de nous accorder sur des lignes pratiques dans le cadre de notre campagne sacrée et humanitaire.

Au cours des derniers siècles, l'humanité a connu d'immenses souffrances et douleurs.

Au Moyen-âge, les penseurs et scientifiques étaient condamnés à mort. Une période d'esclavage et de commerce d'êtres humains lui succéda, lorsque des innocents par millions furent capturés et séparés de leur famille et de leurs proches pour être conduits en Europe et en Amérique.

Ce fut une période sombre qui connut également son lot d'occupations, de pillages et de massacres d'innocents.

De nombreuses années s'écoulèrent avant que les nations ne se soulèvent et combattent pour leur liberté. Elles sacrifièrent des millions de vies pour expulser les occupants et proclamer leur indépendance. Cependant les pouvoirs autoritaires imposèrent rapidement deux guerres mondiales en Europe, qui dévastèrent en outre une partie de l'Asie et de l'Afrique et causèrent la mort d'environ cent millions de personnes, laissant derrière elles une dévastation sans précédent.

Si seulement nous avions retenu les leçons des oppressions, de l'horreur et des crimes de ces guerres, un rayon d'espoir aurait illuminé l'avenir.

Les puissances victorieuses se sont proclamées conquérantes du monde, tout en ignorant ou en minimisant les droits des autres nations par l'imposition de lois et arrangements.

Déguisés en clowns, trois militants de l'Union des étudiants juifs de France introduits avec l'aide de la délégation diplomatique française, apostrophent l'orateur avant d'être évacués par le service de sécurité des Nations Unies.

Mesdames et Messieurs,

Portons notre regard sur le Conseil de sécurité des Nations Unies, qui figure parmi les héritages de la Première et de la Seconde Guerre mondiale. Quelle était la logique de l'auto-attribution du droit de véto par les grandes puissances ?

Comment une telle logique peut-elle s'accorder avec les valeurs humanitaires ou spirituelles ?

Se pourrait-il qu'elle soit en conformité avec les principes reconnus de la justice, de l'égalité devant la loi, de l'amour et de la dignité humaine, ou plutôt ceux de la discrimination, de l'injustice, de la violation des droits humains ou de l'humiliation de la majorité des nations ?

Ce conseil est le centre de décision mondial le plus important pour la défense de la paix et de la justice internationales. Comment s'attendre à l'avènement de la paix et de la justice lorsque la discrimination est légalisée et que l'origine des lois est dominée par la coercition et la force plutôt que la justice et le droit ?

En dépit du fait qu'aujourd'hui de nombreux défenseurs du racisme condamnent la discrimination raciale par les mots et les slogans, des grandes puissances ont été autorisées à décider pour les autres nations, se basant sur leur propre intérêt et comme elles seules l'entendent. Elles peuvent facilement ridiculiser et enfreindre toutes les lois et valeurs humanitaires, comme elles l'ont montré.

Après la Seconde Guerre mondiale, elles ont eu recours à l'agression militaire pour priver de terre une nation entière, sous prétexte des souffrances juives.

Elles ont envoyé des migrants d'Europe, des États-Unis et d'autres parties du monde afin d'établir un gouvernement intégralement raciste en Palestine occupée et, de fait, à titre de compensation pour les graves conséquences du racisme en Europe, elles ont aidé à hisser au pouvoir les individus les plus cruels et les racistes les plus répressifs en Palestine.

Le Conseil de sécurité a contribué à la stabilisation du régime sioniste et a soutenu les sionistes durant les soixante dernières années, leur donnant un feu vert pour poursuivre leurs crimes.

Les ambassadeurs des États membres de l'Union européenne quittent la salle tandis que fusent les applaudissements des uns et les huées des autres

Il est d'autant plus regrettable qu'un certain nombre de gouvernements occidentaux, avec les États-Unis, se soient engagés à défendre ces individus racistes responsables de génocide, alors même que la conscience éveillée et les esprits libres du monde entier condamnent les crimes sionistes d'agression, de massacres et autres brutalités commises lors des bombardements de civils à Gaza. Ces gouvernements ont toujours soutenu ou sont restés silencieux face aux actes infâmes du régime sioniste.

Fort malheureusement la raison de leur soutien et de leur silence est que le sionisme égoïste et barbare est parvenu à pénétrer profondément leur structure politique et économique, ce qui inclut leur législation, leurs médias de masse, leurs entreprises, leur système financier et leurs agences de sécurité et de renseignement. Ils ont imposé leur domination au point que rien ne puisse être fait contre leur volonté. Dans certains pays, même les

changements de gouvernement ne font jamais fléchir le soutien aux sionistes, bien qu'ils soient tous conscients de leurs crimes : cela est en soi fort regrettable.

Tant que la domination sioniste se maintiendra, de nombreux pays, gouvernements et nations ne seront jamais en mesure de jouir de la liberté, de l'indépendance et de la sécurité.

Tant qu'ils seront au sommet du pouvoir, la justice ne triomphera jamais dans le monde et la dignité humaine continuera d'être offensée et piétinée.

Il est grand temps que l'idéal du sionisme, qui constitue le paroxysme du racisme, soit brisé.

Chers délégués, Mesdames et Messieurs,

Quelles sont les causes profondes de l'attaque U.S. contre l'Irak ou l'invasion de l'Afghanistan ?

Quel était le mobile de l'invasion de l'Irak, en dehors de l'arrogance de l'administration U.S. d'alors et de la pression croissante, exercée par les détenteurs de richesse et de pouvoir, visant à étendre leur sphère d'influence par la défense des intérêts des grands fabricants d'armes, de l'annihilation d'une culture noble de milliers d'années d'histoire, de l'élimination d'une menace potentielle et concrète en provenance des pays arabes vis-à-vis du régime sioniste usurpateur, du contrôle et du pillage des ressources énergétiques du peuple irakien ?

Pourquoi en effet près d'un million de personnes ont été déplacées et ont perdu leur logement ? Pourquoi en effet le peuple irakien a-t-il subi d'énormes pertes s'élevant à plusieurs centaines de milliards de dollars et pourquoi des centaines de milliards de dollars ont-ils été pris au peuple états-unien en conséquence de ces actions militaires ?

L'action militaire contre l'Irak n'a-t-elle pas été planifiée par les sionistes et leurs alliés de l'administration U.S. d'alors, avec la complicité des grands fabricants d'armes ?

L'invasion de l'Afghanistan a-t-elle restauré la paix, la sécurité et le bien-être économique dans ce pays ? Les États-Unis et leurs alliés ont non seulement échoué à limiter la production de drogue en Afghanistan ; les cultures illicites de narcotiques se sont multipliées durant leur présence. La question essentielle est : quelle était la responsabilité et le travail de l'administration U.S. d'alors et de ses alliés ? Représentaient-ils les États du monde ?

Ont-ils été mandatés par eux ?

Ont-ils été autorisés, au nom des peuples du monde, à interférer aux quatre coins de la planète, et bien entendu particulièrement dans notre région ?

Ces mesures ne constituent-elles pas un exemple clair d'égoïsme, de racisme, de discrimination ou d'atteinte à la dignité et à l'indépendance des nations ?

Mesdames et Messieurs,

Qui est responsable des crises économiques actuelles ?

Où les crises ont-elles commencées ?

En Afrique ?

En Asie ?

Où alors cela venait-il d'abord des États-Unis, s'étendant ensuite à l'Europe et à leurs alliés ?

Ils ont longtemps imposé, par leur pouvoir politique, leurs règles économiques inéquitables à l'économie internationale. Ils ont imposé un système financier et monétaire dépourvu de mécanisme régulateur international adapté à des nations et gouvernements n'ayant aucune influence sur ses orientations et politiques. Ils n'ont même pas autorisé leurs citoyens à superviser ou contrôler leur politique financière. Ils ont imposé toutes leurs lois et réglementations, en dépit de toutes les valeurs morales, seulement pour protéger les intérêts des détenteurs de richesses et de pouvoir.

Ils ont de plus donné une définition de l'économie de marché et de la compétition privant de nombreux États des possibilités offertes à d'autres dans le monde. Ils ont même transféré leurs problèmes à d'autres ; infectant leur économie avec des milliers de milliards de dollars de déficit budgétaire alors que la vague de crise sévissait. Et aujourd'hui ils injectent des centaines de milliards de liquidités provenant des poches de leur propre peuple dans les banques, entreprises et institutions financières en faillite, rendant la situation de plus en plus compliquée pour leur économie et leur peuple. Ils pensent uniquement à protéger leur pouvoir et leur argent ; ils ne se soucient guère des peuples du monde, ni même du leur.

M. le président,

Mesdames et Messieurs,

Le racisme est enraciné dans le manque de connaissances concernant la vérité de l'existence humaine comme créature choisie par Dieu. Il est aussi le produit de sa déviation du véritable chemin de la vie humaine et du devoir de l'humanité dans le monde de la création. L'absence de vénération consciente de Dieu, l'incapacité à réfléchir à la philosophie de la vie ou au chemin de la perfection, toutes ces entorses aux principales composantes des valeurs divines et humaines ont réduit le champ de vision de l'humanité, faisant des intérêts limités et individuels sa seule boussole. C'est pourquoi les cellules du pouvoir maléfique ont pris forme, puis étendu leur contrôle en privant les autres de chances équitables et justes. Le résultat a été l'élaboration d'un racisme débridé constituant la menace la plus sérieuse pour la paix internationale.

Sans aucun doute, le racisme est le symbole d'une ignorance profondément enracinée dans l'histoire, et il s'agit en effet d'un signe de frustration dans le développement de la société humaine. Il est donc extrêmement important de resituer les manifestations de racisme dans les situations ou les sociétés où l'ignorance, le manque de connaissances prévalent. Cette conscience et cette compréhension générales de la philosophie de l'existence humaine est le principal combat contre de telles manifestations. La clé pour comprendre la vérité selon laquelle le

genre humain est centré sur la création de l'univers est un retour aux valeurs morales et spirituelles, et finalement la volonté de vénérer Dieu le tout-puissant.

La Communauté internationale doit initier des actions collectives pour susciter la prise de conscience dans les sociétés souffrant toujours de l'ignorance du racisme, de manière à mettre un terme à la propagation de ces malveillantes manifestations.

Chers amis,

Aujourd'hui la communauté humaine est confrontée à un genre de racisme qui a terni l'image de l'humanité au début du troisième millénaire.

Le mot « sionisme » incarne un racisme qui a faussement recours à la religion et abuse du sentiment religieux pour cacher sa haine et son horrible visage. Il est cependant très important de souligner les objectifs politiques de certaines des puissances mondiales et ceux qui contrôlent des intérêts économiques, des richesses énormes dans le monde. Ils mobilisent toutes leurs ressources, dont leur influence économique, politique et médiatique mondiale pour apporter leur soutien au régime sioniste et s'efforcent singulièrement d'atténuer l'indignité et la disgrâce de ce régime.

Ce n'est pas uniquement une question d'ignorance et il est impossible de dompter de tels phénomènes par de simples messages culturels.

Des efforts doivent être déployés afin de mettre un terme aux abus, par les sionistes et leurs soutiens, à l'encontre de la volonté politique et internationale et, en respect de la volonté et des aspirations des nations, les gouvernements doivent être encouragés et soutenus dans leurs combats visant à éradiquer ce racisme barbare, à avancer vers une réforme des mécanismes internationaux actuels.

Vous êtes, sans aucun doute, tous informés des complots de certains pouvoirs et des cercles sionistes contre les objectifs et les aspirations de cette conférence. Malheureusement beaucoup d'informations peuvent être diffusées dans un but de soutien au sionisme et à ses crimes, et il en va de la responsabilité des honorables représentants des nations de faire le jour sur ces campagnes qui sont en opposition avec les valeurs et principes humains.

Il devrait être admis que le boycott d'une telle conférence, d'une étendue internationale exceptionnelle, est une réelle indication du soutien à cet exemple manifeste de racisme. En défendant les Droits de l'homme, il est d'une importance capitale de défendre également les Droits des nations à participer équitablement à tous les processus de prise de décisions internationaux importants, hors de l'influence de certaines puissances mondiales. En second lieu il est nécessaire de restructurer les organisations internationales existantes et leurs agences respectives. Cette conférence constitue ainsi un test et l'opinion publique mondiale nous jugera aujourd'hui et demain.

M. le président,

Le monde connaît des bouleversements fondamentaux. Les relations de pouvoir sont devenues si ténues et fragiles. Nous pouvons désormais entendre le bruit des piliers de l'oppression mondiale se fissurant. Les grandes structures politiques et économiques sont au bord de l'effondrement. Les crises politiques et sécuritaires s'intensifient. La crise émergente de l'économie mondiale, au sujet de laquelle il est difficile de faire d'heureux pronostics, démontre amplement la réalité des changements mondiaux profonds qui se manifestent de façon croissante. J'ai beaucoup insisté sur la nécessité de corriger la mauvaise direction dans laquelle le monde est aujourd'hui dirigé.

J'ai également mis en garde contre les sévères conséquences si nous remettons à plus tard cette responsabilité cruciale. Aujourd'hui, dans le cadre de cet auguste et bénéfique événement, j'aimerais déclarer à tous les dirigeants et penseurs présents à cette conférence et engagés pour la cause de la paix, de la liberté, du progrès et du bien-être humain que la gouvernance inéquitable et injuste du monde arrive maintenant au bout du chemin. Cette issue était inévitable sachant que la logique de cette gouvernance imposée était oppressive. La logique de prise en main collective des affaires globales est en revanche basée sur de nobles aspirations se concentrant sur l'être humain et la suprématie du Dieu tout-puissant. Elle bute donc contre toute politique ou plan allant à l'encontre des intérêts des nations. La victoire du bon contre le mauvais et la mise en place d'un système mondial juste sont la promesse de Dieu et de ses messagers, et elle constitue un but commun pour les êtres humains des différentes sociétés et générations au cours de l'histoire.

L'avènement d'un tel avenir dépend de la connaissance de la création et représente la foi dans le cœur de tous les croyants. La réalisation d'une société globale est de fait l'accomplissement d'un système commun global dirigé avec la participation de toutes les nations du monde à tous les niveaux de prise de décision et au trajet certain vers ce but sublime. Les capacités scientifiques et techniques, ainsi que les technologies de communication, ont contribué à l'émergence d'une compréhension commune et répandue de la société humaine et ont posé les fondations essentielles à un système commun. Il incombe maintenant à tous les intellectuels, penseurs et dirigeants du monde d'assumer leur responsabilité historique avec la ferme conviction qu'il s'agit de la bonne direction.

Je souhaite en outre insister sur le fait que le libéralisme occidental, comme le communisme, connaît son crépuscule car il a échoué à percevoir la vérité du monde et de l'humanité telle qu'elle est. Il a imposé ses propres aspirations et sa propre direction aux êtres humains sans tenir compte des valeurs humaines et divines, la justice, la liberté, l'amour ou la fraternité, a réduit la vie à une intense compétition au service des intérêts matériels individuels et de groupe. Nous devons tirer les enseignements du passé en initiant des efforts collectifs pour relever les défis actuels. Dans cette perspective et pour conclure mon propos, je souhaiterais attirer votre aimable attention sur deux points importants :

Il est absolument possible d'améliorer la situation mondiale existante. Cependant, force est de constater que cela

n'est réalisable que par la coopération de tous les États afin de tirer le meilleur des capacités du monde. Ma participation à cette conférence est à mettre sur le compte de mes convictions concernant ces problèmes importants et à notre responsabilité commune pour la défense des droits des nations contre le sinistre phénomène qu'est le racisme.

Une fois constatée l'inefficacité des systèmes politiques, économiques et de sécurité internationaux actuels, il est nécessaire de se concentrer sur les valeurs divines et humaines et en se référant à la véritable définition de l'humanité, basée sur la justice et le respect des droits dans le monde entier, sur l'admission des mauvaises pratiques dans la gouvernance mondiale passée, pour entreprendre des mesures collectives afin de réformer les structures existantes. Dans cette optique, il est essentiel de réformer rapidement la structure du Conseil de sécurité, ce qui implique de mettre fin au droit de veto discriminatoire et de réformer le système financier et monétaire mondial actuel. Il est évident que le manque de compréhension du caractère urgent de la nécessité de changement n'a d'égal que les coûts beaucoup plus conséquents de toute remise à plus tard de ces questions.

Chers amis,

Avancer vers la justice et la dignité humaines est comme suivre le rapide courant d'une rivière. N'oublions pas l'essence de l'amour et de l'affection. L'avenir radieux de l'être humain est un bien précieux pouvant servir notre cause en nous rassemblant pour ériger un monde nouveau empli d'amour, de fraternité et de bénédiction. Un monde dépourvu de pauvreté et de haine, méritant la bienveillance renouvelée du Dieu tout-puissant et le juste encadrement de l'être humain parfait. Joignons tous nos mains dans l'amitié en accomplissant notre part dans la réalisation d'un monde meilleur comme celui-là.

Sources Info-Palestine

22 avril 2009

publié par Adriana Evangeliz

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Chérif Boudelal : Communiqué de presse -DURBAN II.

Nous avons lu dans plusieurs journaux français, mais aussi dans la presse internet les désapprobations du discours du Président iranien Ahmadinejad, à « Durban II », qui a commencé à Genève lundi 20 avril 2009. Cette presse au pluriel accuse même Ahmadinejad « d'antisémite » pour avoir qualifié l'Etat d'Israël de raciste du fait de sa politique discriminatoire pratiquée contre les Palestiniens, sans même éclairer le lecteur sur ce qu'il a dit de « scandaleux », en se gardant bien de publier son discours (à lire ci-après un article modèle de l'AFPS).

Observations :

- 1) Le fait de vilipender le président iranien en l'accusant d'« antisémite », sans même publier son discours pour que le lecteur sache ce qu'il a dit de « scandaleux », c'est déjà scandaleux de la part de ceux qui le dénoncent dans le but de manipuler l'opinion.
 - 2) Le fait de participer à une conférence consacrée à la lutte contre le racisme et soutenir un Etat raciste comme l'Etat d'Israël (que ce soit ceux qui n'ont pas participé ou ceux qui se sont retirés de la salle lors du discours du président iranien) est un aveu des représentants des gouvernements concernés de soutenir l'apartheid.
 - 3) Comment ces représentants expliquent leur geste à leurs peuples, alors qu'ils se considèrent comme un modèle de la « bonne conscience universelle » de la « démocratie occidentale » ?
 - 4) Vont-ils leur dire que l'Etat d'Israël qui massacre les Palestiniens tous les jours est victime d'une fausse propagande, alors qu'ils ont vu ses armées en œuvre, au moins lors du carnage qu'elles ont commis en décembre et janvier derniers en utilisant les bombes au phosphore blancs qui brûlent les gens vivants - des armes qui ne sont pas moins barbares que les moyens utilisés par les nazis contre des millions d'êtres humains pendant la seconde guerre mondiale ?
 - 5) Que vont dire à leurs peuples des destructions des maisons, des infrastructures, les confiscations des terres et des implantations de colonies en Cisjordanie, et les 12.000 prisonniers palestiniens dont 80 élus et ministres ?
 - 6) Comment vont leur expliquer le fait que les dirigeants de cet Etat israélien veulent imposer aux Palestiniens de les reconnaître comme un Etat purement juif (donc discriminatoire) dont le but est de déporter hors de l'Etat d'Israël tous ceux qui ne sont pas juifs, en imitant les nazis ?
 - 7) Comment peuvent-ils expliquer à leurs peuples leur soutien à l'Etat raciste d'Israël qui exploitent la mémoire des victimes juives du nazisme comme un fonds de commerce, et utilisent en même temps des pratiques contre les Palestiniens qui ne sont pas moins barbares que celles pratiquées par les nazis contre les leurs ?
- C'est à toutes ces questions que ces « antiracistes », qui se considèrent comme un modèle de la « bonne morale universelle » devraient répondre avant de vouloir donner des leçons aux autres.

Chérif BOUDELAL

Vice-président du Collectif « Paix Comme Palestine » - France

22 avril 2009

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

1-2 Ahmadinejad : Israël est le "porte-drapeau du racisme".

NDLR : Voici un exemple de ce que l'on peut lire dans la majorité des médias occidentaux.

Les sionistes "pillent les richesses des nations en contrôlant les centres de pouvoir du monde", déclare le président iranien, attendu lundi à la conférence de l'ONU sur le racisme.

Plusieurs pays refusent d'y participer.

L'idéologie et le régime sioniste sont les porte-drapeaux du racisme", a estimé dimanche 19 avril, le président iranien **Mahmoud Ahmadinejad**, à la veille de l'ouverture de la conférence l'ONU sur le racisme **Durban II** à Genève, selon la télévision iranienne.

La venue à **Genève** de Mahmoud Ahmadinejad, qui avait déjà qualifié à plusieurs reprises l'Holocauste de "mythe" et multiplié les déclarations **hostiles à Israël**, a jeté un froid sur la conférence.

Israël a d'ailleurs décidé de ne pas participer à la Conférence, tout comme les Etats-Unis, le Canada, les Pays-Bas, l'Australie et l'Italie.

"Sionisme global"

Selon le président iranien, les sionistes "pillent les richesses des nations en contrôlant les centres de pouvoir du monde et ont créé les conditions pour que rien ne puisse être dit au sujet de ce phénomène diabolique dont les effets pèsent sur les habitants des nations".

Il a expliqué, toujours selon la télévision, que la Conférence de l'ONU aurait lieu alors que "le sionisme global allait avoir recours à tous les moyens possibles pour étouffer les voix innocentes contre la tyrannie".

Les Etats-Unis et Israël avaient claqué la porte de la précédente Conférence de l'ONU contre le racisme, qui s'était déroulée en 2001 à Durban en Afrique du Sud, après des débats houleux avec des Etats musulmans sur le traitement des Palestiniens par Israël et sur l'antisémitisme.

La France indécise

La France discute toujours avec ses partenaires européens sur une participation ou non à la Conférence de l'ONU a indiqué dimanche le chef de la diplomatie française, **Bernard Kouchner**.

"Nous sommes encore en train de travailler", a-t-il déclaré à la chaîne de télévision Canal+ qui l'interrogeait sur la position de la France après les décisions de boycott des Pays-Bas et de participation de la Grande-Bretagne.

"Présenter un front commun"

"La première Conférence Durban a été une catastrophe, donc c'est très important d'avoir une unité européenne, de présenter un front commun de l'Europe. Ce n'est pas encore fait, nous continuons (à discuter) et ce soir le président (Nicolas Sarkozy) décidera", a précisé le ministre. Au sein de l'**Union européenne**, "certains y vont, d'autres n'y vont pas", mais "il faut absolument essayer" de parvenir à "un front commun et uni des 27 ensemble", a-t-il insisté.

En milieu de journée, l'Allemagne a indiqué qu'elle n'avait pas encore pris de décision tandis que la Grande-Bretagne faisait savoir qu'elle continuait de vouloir être représentée à Genève.

Outre la chaise vide, les options peuvent être une représentation non politique, par des diplomates, ou un recours au statut d'observateur

"Initiative importante"

Le pape Benoît XVI a formulé dimanche "ses vœux sincères pour que les délégués présents à la Conférence de Genève (contre le racisme) travaillent ensemble, dans un esprit de dialogue et d'écoute réciproque, à la fin de toute forme de racisme et de discrimination".

Benoît XVI a qualifié la conférence "d'initiative importante" contre un "déplorable phénomène".

"Il faut une action ferme et concrète, au niveau national et international pour parvenir à éliminer toutes les formes de discriminations et d'intolérance", a affirmé Benoît XVI lors de la célébration de l'Angélus dans sa résidence d'été de Castel Gandolfo, près de Rome.

La déclaration de Durban reconnaît que "tous les peuples et les personnes forment une seule famille humaine riche en diversité" ce qui constitue "un progrès de la civilisation et de la culture, patrimoine commun de l'humanité", a souligné le pape.

Fiasco de Durban I

Ce projet aplani les questions les plus controversées relatives aux **discriminations** religieuses, à **Israël** et au Proche-Orient. La précédente et historique Conférence de l'ONU contre le racisme s'était déroulée en 2001. Les Etats-Unis et Israël avaient claqué la porte après des débats houleux avec des Etats musulmans sur le traitement des **Palestiniens** par Israël et sur l'**antisémitisme**.

Les réticences américaines se sont poursuivies durant la préparation ces derniers mois de la Conférence dite de "Durban II", qui doit assurer le suivi de celle de Durban. Les Etats-Unis reprochent notamment les passages singularisant le conflit du Proche-Orient ou ceux allant à l'encontre des engagements américains en faveur d'une totale liberté d'expression.

NOUVELOBS.COM |

19.04.

http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/international/ameriques/20090419.OBS3849/la_france_hesite_toujours_a_participer_a_la_conference_.html

1-3 Alain Gresh : Durban II, délire et désinformation....

Rarement une conférence des Nations unies aura donné lieu, en Occident, à une campagne aussi puissante de désinformation, de fantasmes et de mensonges.

- *Libération*, le 21 avril, titre à sa Une : « Un antisémite à l'ONU ».

Avec, en explication : « *Après le discours du président iranien, qui s'en est pris à Israël avec une rare violence, la conférence Durban II est mal partie* ».

Le président Ahmadinejad est un personnage peu recommandable.

Il a fait des déclarations négationnistes.

Il dirige un régime qui poursuit les opposants, restreint les libertés, accapare les richesses du pays. Faut-il, pour autant, refuser de négocier avec ses adversaires ?

Ce n'est en tout cas pas ce que pense le président Obama : « Iran : Obama veut continuer l'effort de dialogue malgré les propos d'Ahmadinejad. »

Faut-il déformer ses propos ?

On peut lire son intervention intégrale : « President Ahmadinejad's speech at the Durban Review Conference on racism ».

Reprenons la phrase qui a déclenché les polémiques. « *A la suite de la seconde guerre mondiale, ils (les pays vainqueurs) ont recouru à l'agression militaire pour transformer toute une nation en peuple sans abri sous le prétexte de la souffrance juive et ils ont envoyé des immigrants d'Europe, des Etats-Unis et d'autres parties du monde pour mettre sur pied un gouvernement totalement raciste en Palestine occupée. Et, pour compenser les terribles conséquences du racisme en Europe, ils ont aidé à amener au pouvoir le régime le plus cruel et le plus répressif en Palestine.* »

Dans tout le discours, on ne retrouve aucune des négations de l'holocauste dont le président s'était fait le porte-parole. Il a supprimé de son discours, à la demande du représentant des Nations unies, une

phrase qui disait que l'holocauste était « *ambigu et douteux* » (« Ahmadinejad Anti-Israel Speech Was Toned Down : UN », par Bradley S. Klapper et Alexander G. Higgins, *The Huffington Post*, 21 avril).

- La prestation du président iranien fait débat dans son pays, où certains s'interrogent sur les risques d'isolement (« Reactions to Ahmadinejad's Geneva performance », par Rasmus Christian Elling, 21 avril).

- Marc Semo, l'envoyé spécial de *Libération*, dans un reportage audio : (« Durban II : "Le président iranien avait fait venir sa claque" »), affirme qu'Ahmadinejad a parlé de « *la souffrance exagérée du peuple juif* ».

C'est un mensonge. Le texte dit, simplement, « *la souffrance des juifs* ». Comme d'autres commentateurs, le journaliste ne semble avoir entendu que ce qu'il voulait entendre. Les droits de l'homme, conclut Semo, sont devenus l'objet d'un bras de fer entre l'Occident et les pays du Sud, en premier lieu les pays musulmans.

Cela est vrai. Une vraie fracture Nord/Sud existe, qu'il faudrait interroger sérieusement, comme il faudrait essayer de comprendre pourquoi nombre de pays du Sud ne supportent plus les leçons venues de pays du Nord qui mènent guerres d'agression et politiques hégémoniques. Ce discours permet aussi à des dictatures de justifier leurs pratiques au nom de la lutte contre l'Occident.

La France, comme d'autres pays occidentaux, s'est battue, à juste titre, contre l'idée qu'il faudrait, dans le texte de la résolution finale de Durban, appeler à la défense des religions diffamées ou limiter la liberté d'expression. Mais la volonté de l'Occident de vouloir s'exonérer de toute critique pose problème. Comme pose problème le refus de toute mention des crimes israéliens, sous prétexte qu'il ne faut dénoncer personne.

Ainsi que l'a déclaré au *Figaro* Bernard Kouchner : « *Nous avons fixé une ligne rouge à ne pas dépasser : la réouverture de la polémique sur Israël. Voilà pourquoi les 23 délégations européennes présentes dans la salle l'ont quittée dès qu'Ahmadinejad s'est lancé dans sa diatribe contre l'État hébreu.* » (« Durban II, une perte de crédibilité pour l'ONU », 21 avril.)

- Un éditorial paru le 20 avril, à la veille de l'ouverture de la conférence, dans le quotidien panarabe de Londres, *Al-Quds al-Arabi*, explique qu'Israël a déjà gagné la bataille sans y avoir pris part et que, comme d'habitude, les Arabes ont perdu, malgré leur participation et « *malgré le fait que la plupart des participants appuyaient leurs demandes. Ainsi, toute référence à Israël et à ses pratiques racistes dans les territoires occupés a été éliminée* ».

L'éditorialiste rappelle que ces concessions ont été acceptées par la délégation palestinienne sous la pression des Etats-Unis et de l'Europe. Et, finalement, la résolution finale de Durban II fait silence sur Israël, les crimes de Gaza et l'oppression des Palestiniens.

Pour comprendre le contexte, il est important de remonter à la déclaration finale de la Conférence de Durban de 2001. Rappelons quelques-uns des points de cette résolution, dénoncée par certains comme antisémite : 58. Nous rappelons que l'Holocauste ne doit jamais être oublié. (...)

61. Nous constatons aussi avec une profonde inquiétude la montée de l'antisémitisme et de l'islamophobie dans diverses régions du monde, ainsi que l'apparition de mouvements racistes et violents inspirés par le racisme et des idées discriminatoires à l'encontre des communautés juives, musulmanes et arabes. (...)

150. Engage les États, dans leur lutte contre toutes les formes de racisme, à reconnaître la nécessité de lutter contre l'antisémitisme, le racisme anti-Arabe et l'islamophobie dans le monde entier, et prie instamment tous les États de prendre des mesures efficaces pour empêcher la formation de mouvements fondés sur le racisme et des idées discriminatoires concernant les communautés en question. »

Quant au conflit israélo-arabe, après avoir rappelé ce qui suit, qui pourrait dire que ce texte est unilatéral ?

antisémite ?

anti-occidental ?

Citons :

63. Nous sommes préoccupés par le sort du peuple palestinien vivant sous l'occupation étrangère. Nous reconnaissons le droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination et à la création d'un état indépendant, ainsi que le droit à la sécurité de tous les États de la région, y compris Israël, et engageons tous les États à soutenir le processus de paix et à le mener à bien rapidement 151. En ce qui concerne la situation au Moyen-Orient, La Conférence préconise la fin de la violence et la reprise rapide des négociations, le respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire, le respect du principe de l'autodétermination et la fin de toutes les souffrances, pour permettre à Israël et aux Palestiniens de reprendre le processus de paix, ainsi que de se développer et de prospérer dans la sécurité et la liberté »

En réalité, les dérapages bien réels qui ont eu lieu lors de Durban étaient le fait d'organisations non gouvernementales et n'ont eu aucun effet sur le texte adopté par les Etats.

Dans un article du *Monde diplomatique* publié en octobre 2000, « L'avenir du passé », Christian de Brie, citant Aimé Césaire, écrivait à propos de la première conférence de Durban : « *“Ce que le très distingué, très humaniste, très chrétien bourgeois du XXe siècle (...) ne pardonne pas à Hitler, ce n'est pas le crime en soi, ce n'est pas l'humiliation de l'homme en soi, c'est le crime contre l'homme blanc, et d'avoir appliqué à l'Europe des procédés colonialistes dont ne relevaient jusqu'ici que les Arabes d'Algérie, les coolies de l'Inde et les nègres d'Afrique.” Tant il est vrai que, tandis qu'officialient, à Nuremberg, les juges américain, soviétique, britannique et français, la ségrégation raciale restait légalisée aux Etats-Unis, le goulag tournait à plein régime en URSS, Grande-Bretagne et France traitaient à la bombe et au napalm la volonté d'émancipation des peuples colonisés qu'ils venaient de mettre durement à contribution pour leur propre libération.* »

Et il concluait : « *Partout où les inégalités économiques, sociales, juridiques et statutaires se développent et perdurent, finissent par prospérer le racisme, la justification idéologique de la supériorité des uns et de l'infériorité des autres, maintenus sous dépendance, humiliés et persécutés. Le sort fait aux Palestiniens par Israël depuis des décennies en est l'illustration tragique. S'il a acquis une telle importance sur la scène internationale quand celui de tant d'autres peuples reste méconnu, ce n'est pas parce qu'il sert de prétexte à la manifestation d'un antisémitisme toujours vivace, ouvertement exprimé par certains à Durban. C'est qu'il apparaît comme un condensé, en modèle réduit, de l'injustice archaïque qui préside aux rapports entre les êtres humains et comme une préfiguration de ce que pourrait être le monde de demain : un retour au passé.* »

Ce caractère emblématique de la Palestine explique pourquoi, à travers le monde, des millions de gens se mobilisent en faveur de ce peuple (« De quoi la Palestine est-elle le nom ? »).

Revenons sur le racisme en Israël. On peut discuter de la formule du président iranien qualifiant le gouvernement israélien de « *totalemment raciste* ». On peut aussi contester la légitimité de certains Etats, de l'Arabie saoudite à l'Iran en passant par l'Egypte, à dénoncer le racisme alors qu'ils le pratiquent à l'égard de leurs minorités. Mais, rappelons-le, la majorité des pays de l'ONU, de l'Inde à l'Afrique du Sud, en passant par l'Indonésie, sont aujourd'hui des démocraties, et il n'existe pas, contrairement à ce que l'on voudrait nous faire croire, de majorité automatique. D'autre part, la justesse de la cause palestinienne ne dépend pas de chacun de ses soutiens – hier, le régime de l'apartheid était dénoncé par des régimes africains dictatoriaux et corrompus...

Mille et une preuves existent de ce que le racisme contre les Palestiniens est puissant, y compris au sein du gouvernement, y compris dans la politique menée depuis des années par ses gouvernements successifs — nous publions, dans le numéro de mai du *Monde diplomatique*, une enquête de Dominique Vidal et Joseph Algazy sur les Arabes israéliens. Avigdor Lieberman, le nouveau ministre des affaires étrangères, est-il autre chose qu'un fasciste ? Yossi Sarid écrivait, dans

Haaretz du 30 janvier 2009 : « [Centrists must unite to block fascist Lieberman's march on J'lem](#) » — les centristes doivent s'unir pour bloquer la marche de Lieberman sur Jérusalem —, une allusion directe à la marche de Mussolini sur Rome en 1922. (Sur l'influence de cet idéologue d'extrême droite dans la jeunesse, lire Yotam Feldman, Haaretz, 7 février 2009 : « [Lieberman's anti-Arab ideology wins over Israel's teens](#) »).

Autre membre de la coalition au pouvoir, Moshe Feiglin, un membre du Likoud, disposant d'une base réelle dans ce parti, et admirateur d'Hitler : « *Il avait même jadis trouvé qu'Hitler était un "génie militaire". Il avait aussi déclaré dans un entretien en 1995 qu'Hitler "aimait la bonne musique, qu'il était peintre" et que "l'Allemagne a eu droit à un régime parfait avec un système judiciaire qui fonctionnait et l'ordre public".* » (« [L'affaire Feiglin](#) », blog de Denis Brunetti, correspondant de TF1 à Jérusalem, 11 décembre 2008.)

Rappelons, en conclusion, que l'Union européenne avait décidé en 2000 la création d'un cordon sanitaire contre le gouvernement autrichien qui incluait Jorg Haider, à la tête d'un parti d'extrême droite.

Rappelons aussi que l'Union européenne et les Etats-Unis ont décidé de boycotter le gouvernement du Hamas après la victoire de ce dernier aux élections législatives de janvier 2006.

L'Union européenne avait posé trois conditions à toute négociation :

la reconnaissance par le Hamas de l'Etat d'Israël ;

la renonciation à la violence ;

la reconnaissance de tous les accords déjà signés.

Or, nous avons un gouvernement israélien qui refuse de reconnaître le droit des Palestiniens à un Etat, qui prône le recours à la violence et qui refuse de reconnaître les accords déjà signés comme le peu contraignant [processus d'Annapolis](#). On attend la réaction des gouvernements européens...

Alain Gresh

Sources [Blog du Monde Diplo](#)

<http://palestine.over-blog.net/article-30586042.html>

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Durban II : Mahmoud Ahmadinejad n'a pas prononcé la phrase remettant en cause la réalité de l'holocauste.

Le discours de Mahmoud Ahmadinejad lundi à la conférence des Nations unies sur le racisme comportait une phrase remettant en cause la réalité de l'Holocauste **que le président iranien n'a pas prononcée**, a fait savoir mardi l'ONU.

Le texte en anglais du discours de Mahmoud Ahmadinejad transmis aux services onusiens comportait une phrase disant que **l'Occident avait utilisé "la question ambiguë et douteuse de l'Holocauste" pour créer l'Etat d'Israël.**

Le président iranien **n'a pas prononcé cette phrase lorsqu'il s'est exprimé en farsi** lundi à la tribune de la conférence à Genève, a indiqué la porte-parole onusienne Marie Heuze.

Les interprètes français et anglais ne l'ont pas non plus mentionnée.

Malgré l'absence de cette phrase, le discours de Mahmoud Ahmadinejad a déclenché un tollé à Genève lorsqu'il a accusé Israël d'être un Etat raciste. Les délégations de pays occidentaux, dont la France, ont quitté la salle.

AP

23-04

Sources [Nouvel Observateur](#)

2-2 Durban II: Une large partie du monde arabe appuie les propos d'Ahmadinejad.

La Syrie a apporté mercredi son soutien à Mahmoud Ahmadinejad, son chef de la diplomatie Walid Mouallem affirmant qu'une large partie de l'opinion publique arabe appuyait les propos tenus lundi à Genève par le président iranien sur Israël.

Mahmoud Ahmadinejad "a reçu un vaste accueil populaire à son retour en Iran. Une large partie de l'opinion publique dans le monde arabe appuie les propos du président iranien", a déclaré M. Mouallem.

Lundi, dans le cadre de la Conférence sur le racisme dite "Durban II" à Genève, M. Ahmadinejad a accusé les Occidentaux d'avoir "envoyé des migrants d'Europe, des Etats-Unis et du monde de l'Holocauste pour établir un gouvernement raciste en Palestine occupée".

Il a en outre accusé Israël d'avoir privé "de terres une nation entière sous le prétexte de la souffrance juive".

Ndlr : rplfrance n'indique pas la phrase correcte qui est : Après la Seconde Guerre mondiale, elles ont eu recours à l'agression militaire pour priver de terre une nation entière, sous prétexte des souffrances juives.

Elles ont envoyé des migrants d'Europe, des États-Unis et d'autres parties du monde afin d'établir un gouvernement intégralement raciste en Palestine occupée et, de fait, à titre de compensation pour les graves conséquences du racisme en Europe, elles ont aidé à hisser au pouvoir les individus les plus cruels et les racistes les plus répressifs en Palestine.

Ces propos, qui ont entraîné le retrait des 23 ambassadeurs européens présents dans la salle, ont été dénoncés, notamment par les grandes capitales occidentales.

Selon M. Mouallem, "les Palestiniens ne doivent pas devenir les victimes de l'Holocauste qu'ils n'ont pas commis. (L'Holocauste) ne doit pas servir de prétexte aux Israéliens pour commettre un autre Holocauste en Palestine, à Gaza, en Cisjordanie ou au Liban".

"Les institutions de la communauté internationale ne doivent pas être incapables de juger ceux qui ont commis des crimes de guerre pour la seule raison qu'ils sont Israéliens", a-t-il poursuivi.

Le ministre syrien a par ailleurs dit comprendre "la mauvaise conscience des Européens envers l'Holocauste".

<http://rplfrance.org/index.php?content=presse/2009/090422afp1-nr.htm>

Pour sa part, M. Asselborn, qui avait été reçu auparavant par le président syrien Bachar al-Assad, a souligné que l'Union européenne "avait condamné l'attaque israélienne" meurtrière lancée dans la bande de Gaza en décembre et janvier, qui a fait plus de 1.400 morts palestiniens.

L'UE "doit faire en sorte qu'une telle guerre ne se reproduise pas", a-t-il ajouté.

Il a aussi dénoncé le négationnisme, estimant que nier le génocide juif durant la Seconde guerre mondiale revenait à "dénier l'Histoire et dénier des principes fondamentaux de l'Humanité".

"Israël a le droit de vivre en sécurité, les Palestiniens ont le droit de vivre dans la dignité. Une solution à deux Etats est nécessaire" au Proche-Orient, a encore déclaré le chef de la diplomatie luxembourgeoise.

<http://rplfrance.org/index.php?content=presse/2009/090422afp1-nr.htm>

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Allain Jules : un véritable "n'importequoitisme" des pays de l'Union européenne !

Hier à Genève, on a assisté à un véritable "n'importequoitisme" des pays de l'Union européenne.

A quoi ça sert de se déplacer et quelques minutes après de prendre la poudre d'escampette ?

Quel poker menteur !

Nous pomper l'air avec ces sempiternelles indignations à géométrie variable, hypocrites à souhait, ne trompe plus personne.

Une véritable pantalonnade, un succès sans faille pour le président iranien qui touche juste, là où ça fait mal.

Quel régal ce Ahmadinejad !

Apparemment donc, certains s'arrogent le droit de traiter les iraniens et les arabes comme des animaux sans âme au nom de la supposée démocratie qu'ils réclament à cor et à cri pour les autres, et la liberté d'expression. Alors, lorsque d'autres à leur tour prennent la parole, les cris d'orfraie dominant tous les récits des scribouillards qui sévissent en toute impunité dans les médias dominants, faisant la leçon comme d'habitude mais ne relatant pas réellement les faits.

Après un lynchage en règle avec la complicité de nombreux opposants iraniens en exil, la journée du président iranien ne fut pas une partie de plaisir. Le supposée Hitler selon ses détracteurs, eux, vrais disciples du Führer, un vrai paradoxe, commence dès son arrivée au Palais des Nations de Genève. Conspué, insulté, accusé de racisme par une cinquantaine de personnes, dont le très médiatique Elie Wiesel dont on croyait qu'il était sur le carreau après que le magicien d'Oz aka Bernard Madoff l'eut ruiné et des étudiants juifs de...France qui hurlaient à tue-tête "raciste, raciste" (voir vidéo). Ils n'ont pas mieux à faire ? Mais c'était mal connaître le virevoltant leader iranien toujours droit dans ses bottes.

En quittant ainsi la salle en guise de protestation, indignation déguisée alors qu'ils fuyaient la vérité, les européens se sont montrés comme étant les dignes héritiers de Gobineau.

Un seul d'entre eux, Dante Martinelli, le ministre suisse des Affaires Etrangères s'est montré digne en déclarant: «La Suisse ne partage pas les opinions du président iranien, mais chacun a le droit

d'exprimer ses opinions». Si j'avais été ministre c'est le même jugement qui allait être le mien. Une diplomatie ridicule donc, à coup de sarcasmes, de canons et d'arrogance comme l'a si bien dit le président iranien.

C'est en scrutant de fond en comble le discours de 30 minutes de Mahmoud Ahmadinejad qu'on se rend compte de sa cohérence et de sa profondeur.

Du coup, les choses deviennent plus claires. Beaucoup de personnes ne peuvent faire face à son franc-parler et ne sont pas aussi prêtes à entendre certaines vérités venant de la bouche de ceux qu'on méprise en accusant de tous les maux... L'attitude des européens qui se prennent pour le nombril du monde n'est que le substrat d'un atavisme raciste.

Et puis, 23 pays représentent-ils le monde entier, même si on associe les absents ?

Que nenni.

Amusons-nous à dire ce que nous, Occidentaux, aimons si bien dire sur les autres: nazislamiste; Hitler; nazillon; fascislamiste; facho; et le bouquet final, celui que les braves européens qui ont adoué Avidgor Lieberman qu'ils traitent....d'ultra nationaliste (amusant) c'est: *"chef mondial des négationnistes"* à l'encontre du président iranien. Mais, ne vous évertuez jamais à faire l'inverse c'est à dire à renvoyer les mêmes quolibets aux inspireurs. Là, c'est le drame. Une machine hypocrite sans nom se met alors en branle pour vous éliminer de tout. Passons.

L'apologie de la haine n'est surtout pas le fait de Mahmoud Ahmadinejad. J'aimerais bien sûr savoir quel pays l'Iran a envahi, bombardé et réduit en esclavage. Cherchez bien, vous trouverez certains pays qui le font encore au XXI^e siècle. Mais, il ne faut pas le dire. Dans cet ethno-différencialisme se cachant derrière des élucubrations d'une logorrhée morbide, se trouvent toujours ceux qui ne vivent que de guerre et ne se sentent bien que lorsqu'ils ont un ennemi avoué ou inavoué.

C'est le règne même, l'exaltation en somme d'une prose mensongère et mortifère qui perdure malgré un mensonge abyssal qui ne trompe plus personne. Sans complexe, le petit iranien au look Tati remet les pendules à l'heure. Il y a quelque chose de réconfortant à savoir que les vrais racistes qui ont soutenu jadis l'Afrique du Sud et son Apartheid -nous préférons taire les noms ici de peur que les foudres ne tombent sur nous-, ne sont pas à Genève pour participer à une conférence contre le racisme. Quoi de plus normal ?

Là où réside le grand bluff c'est que, les participants sont plutôt allés faire du shopping chez les célèbres horlogers à quelques encablures du Palais des Nations et pour couronner le tout, sont revenus. Alors, à quoi ce vaudeville enfantin a-t-il servi ? Cette ridicule action ressemble bien à une tentative de protection solaire à l'aide de tamis au lieu de parapluie. La fuite en avant manifeste en dit long sur les intentions réelles de certains.

Peut-être bien que, au lieu que le président iranien dise : *"après le 2^eme Guerre Mondiale une Nation de sans-abris a émigré venant d'Europe afin d'établir un gouvernement raciste au détriment de la Palestine."* Il devait plutôt annoncer qu'après cette guerre, un peuple civilisé s'était installé en terre palestinienne parce que la Bible est un plan cadastral et que par conséquent, ça vient de Dieu alors, pas de revendication possible pour les autres. Il allait être applaudi.

On a aussi appris que les représentants du Vatican sont restés dans la salle. Maintenant, on leur fait un nouveau procès honteux. Mais en réalité, la chose la plus importante vient du côté israélien sur la question israélo-palestinienne qui se pose depuis 60 ans avec acuité. Selon Uri Avnery, derrière l'argument de sécurité se cache naturellement le démon démographique. Les juristes du ministère de la Justice ont fait tomber le masque en déclarant pour la première fois dans un langage sans équivoque que : *"L'État d'Israël est en guerre avec le peuple palestinien, peuple contre peuple, groupe contre groupe."* Le reste n'est que verbiage et folklore ridicule. Il faut donc faire partir les autres par tous les moyens.

Allain Jules

21 avril 2009

<http://allainjulesblog.blogspot.com/>

3-2 Danny Glover : Durban II: la race et l'administration Obama.

Cet appel vibrant de l'acteur, réalisateur et producteur Danny Glover à l'administration Obama pour qu'elle participe à la Conférence Durban II, qui s'est ouverte à Genève le 20 avril n'a malheureusement pas été entendu par le nouveau président.

Washington, à l'instar de Tel Aviv et de quelques capitales européennes, a décidé de boycotter cette conférence.

En 2001, je me suis rendu à Durban, en Afrique du Sud, pour me joindre aux dizaines de milliers de personnes qui venaient participer sous l'égide des Nations Unies, à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance.

Plus de 2000 provenaient des USA. Un arc-en-ciel de personnes traversant toutes les lignes raciales, ethniques, nationales, de langues, de statuts d'immigration, de religions et bien plus avait rejoint un public aussi divers que varié de toute la planète. Ceci a été une occasion extraordinaire de se rencontrer, de discuter, d'argumenter et d'élaborer des stratégies sur la façon de débarrasser ce monde, de ces maux qui l'accablent depuis longtemps. Notre participation était parallèle à celle de la délégation officielle US.

Et c'est là que nous avons fait face à un énorme défi.

L'administration Bush était réticente à l'idée mais avait accepté d'y participer à contrecœur. Pour son équipe de délégués, il n'y avait pas un réel engagement vis-à-vis de la lutte contre le racisme.

De même, être le fer de lance du combat contre les autres défis présentés par les discriminations leur importait peu. Lorsqu'ils jugèrent mauvaises certaines parties du document final de 61 pages, ils ont claqué la porte de la conférence à tort. Ce fut un moment dur mais peu surprenant, renvoyant une fois de plus à l'histoire des échecs des USA à tirer sérieusement des conséquences de leur propre legs de racisme, un point récemment soulevé par le nouveau ministre de la Justice Eric Holder.

La Déclaration de 2001 a mis en exergue de puissantes vérités. A titre d'exemple cette citation: « Nous reconnaissons et regrettons profondément les énormes souffrances humaines et le sort tragique de millions d'hommes, de femmes et d'enfants causés par l'esclavage, la traite des esclaves, la traite négrière transatlantique, l'apartheid, le colonialisme, le génocide, et appelons les États concernés à honorer la mémoire des victimes des tragédies passées. Affirmons que, partout où se produiront des actes similaires, ils doivent être condamnés et surtout empêcher qu'elles ne se reproduisent. »

Un autre volet du texte indique: « Nous reconnaissons le droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination et à la création d'un État indépendant, et nous reconnaissons le droit à la sécurité pour tous les États de la région, y compris Israël, et appelons tous les États à appuyer le processus de paix et à l'amener à une conclusion rapide. »

Aujourd'hui, huit ans plus tard, l'Organisation des Nations Unies a procédé à la convocation de la Conférence d'examen de Durban, à Genève, en Suisse, du 20 avril au 24 avril 2009.

Il s'agira d'examiner et d'évaluer les progrès réalisés depuis 2001.

Les pays membres ont travaillé pendant deux ans pour élaborer un document final qui évalue l'analyse actuelle et les défis. Ce document appelle à des mesures particulières afin de fournir un soutien et des réparations aussi bien aux victimes de vieilles histoires, comme les descendants des victimes du trafic d'esclaves euro-atlantique qu'à ceux qui font face à des formes contemporaines de discrimination et de politiques d'apartheid, comme les Rom, les Dalit (Les « intouchables » indiens) et les Palestiniens. L'administration Obama a rejeté cette mouture. Cette année, nous avons pensé que les choses seraient différentes. Notre pays a gagné une grande partie dans notre longue lutte contre le racisme, en élisant le premier président africain-américain. Et peut-être plus important encore, la mobilisation des personnes qui ont rendu possible l'élection de Barack Obama a engagé dans l'action politique plus de jeunes de couleur, avec d'autres d'origines ethniques et politiques diverses, que peut-être toutes les campagnes précédentes.

Ceci ne doit pas nous faire dormir sur nos lauriers. Il reste beaucoup à faire. Il est donc grand temps que les dirigeants politiques de notre pays posent un nouveau jalon dans le douloureux combat pour la justice et offrent un leadership mondial dans le Forum organisé par les Nations Unies pour combattre le fanatisme et l'injustice. Dans un effort supplémentaire, pour répondre aux préoccupations de l'administration (US), l'Organisation des Nations Unies a publié un nouveau « document final », dépouillé de tous les éléments considérés comme offensants ou discutables. Pourtant, nous sommes confrontés à la triste réalité que notre président, le premier africain-américain à diriger ce pays, celui-là même qui a galvanisé l'espoir chez les victimes de l'injustice dans le monde entier et les a encouragés à défendre leurs droits avec dignité, n'a pas encore indiqué s'il allait envoyer une délégation officielle ou continuer à s'abstenir de tout ce processus.

2009 marque l'examen de la Conférence de Durban de 2001 contre le racisme. Ce moment doit être une occasion pour l'administration du président Obama de revenir sur le devant de la scène et se joindre aux délibérations visant à faire progresser encore davantage la lutte contre l'injustice. Sans cela, notre histoire de lutte contre le racisme ne peut se réclamer comme étant l'héritage du mouvement des droits civiques dirigé par des personnes comme Fanny Lou Hamer et Dr. Martin Luther King Jr.

Depuis vingt ans, le député John Conyers, doyen du Congressional Black Caucus, a présenté chaque année en place une proposition de loi engageant les USA à former une commission chargée d'étudier si des réparations sont une réponse appropriée à la persistance de l'héritage de l'esclavage dans notre pays. La Conférence d'examen de Durban II ne serait-elle pas l'endroit idéal pour que l'administration Obama apporte son soutien aux recours recommandés par la communauté mondiale des nations pour surmonter les effets du racisme, de l'esclavage, de l'antisémitisme, de l'apartheid et des autres formes de discrimination ?

Cette conférence des Nations Unies ne serait-elle pas exactement le bon endroit pour notre nouveau président pour montrer à la face du monde que l'engagement de son administration dans « un changement auquel on peut

croire » signifie un rejet de l'héritage terni de violations du droit international, de sabotage de l'Organisation des Nations Unies et d'invocation de « l'exception américaine » pour justifier la fuite des responsabilités dans le leadership mondial que beaucoup dans le monde attendent des USA ?

Pour montrer le changement, ne serait-ce pas une occasion en or, de rappeler au monde que, même si le document final ne met pas en exergue le nom de chaque pays auteur de violations, les USA pensent au moins que chaque groupe de victimes affrontant la discrimination ou pire sur la base de leur identité, en particulier les plus vulnérables et ceux qui sont apatrides et ont besoin d'une attention spéciale de la communauté internationale, devraient être nommés et se voir promettre assistance ?

Cela devrait être l'occasion pour les USA de rejoindre la lutte mondiale contre le racisme, cette lutte que l'administration Bush avait abandonnée avec une telle arrogance. J'espère que le président Obama sera d'accord sur le fait que les USA doivent participer avec d'autres pays à une mise à plat des questions épineuses du dépassement du racisme et des autres formes de discrimination et d'intolérance et examiner la manière d'offrir des réparations aux victimes. Notre pays a certainement beaucoup à apprendre, et peut-être, pour la première fois depuis longtemps, avons-nous quelque chose à partager avec le reste du monde, par le biais du leadership, en poursuivant notre longue lutte pour vaincre.

Danny GLOVER

Source : [Race and the Obama Administration](#)

Article original publié le 8 avril 2009

Traduit par Allain Jules, révisé par Fausto Giudice

Allain Jules est rédacteur du blog <http://allainjulesblog.blogspot.com/>,

Fausto Giudice est membre de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique.

Cette traduction est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner l'auteur, le traducteur, le réviseur et la source.

URL de cet article sur Tlaxcala : <http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=7482&lg=fr>

3-3 Ishtar Cohen : Ahmadinejad : Comment la gauche radicale occidentale est en-dessous de tout.

Je suis scandalisée par les propos de la gauche soi disant radicale, notamment en France, disons, en Occident, à l'égard de Mahmoud Ahmadinejad.

"Les républicains sont-ils des réactionnaires" ?

On pourrait le croire, car au prétexte de républicanisme et de laïcité on entend certains se "lâcher" complètement contre le président de la République Islamique d'Iran, comme ce matin M Mélenchon, sénateur Français supposé être " de gauche" qui a traité M. Ahmadinejad, un des premiers (sinon le premier !) président laïc élu en Iran depuis la révolution de l'ayatollah Khomeyni, dois-je le rappeler, de "fou" et de "pauvre type", sauf erreur de ma part, si j'ai bien entendu et bien noté, au micro de M. Bourdin sur RMC.

Quand Bourdin lui demande si les Israéliens ne viennent pas d'élire eux-mêmes, cependant, des représentants racistes et d'extrême droite, M. le Sénateur a une jolie pirouette, qui consiste à dire, en gros, qu'il ne peut pas s'exprimer ainsi parce que, comprenez vous, dans notre pays le racisme est un délit (sous entendu traiter quelqu'un de raciste peut exposer à la diffamation, ce dont les sionistes, en effet, ne se privent jamais ou rarement...).

"L'Humanité" également, dans des termes beaucoup moins violents, en remet cependant "une couche" aujourd'hui en titrant en Une "Droits de l'homme - Prise d'otages à Genève - Libertés bafouées, colonialisme et racisme ont été éclipsés de la conférence Durban II par le discours extrémiste du président iranien et l'absence des États-Unis" .

Je ne parle pas de "Libération", dont toute personne saine d'esprit sait bien que ce n'est plus un "journal de gauche" depuis longtemps, et qui traite franchement Ahmadinejad d'antisémite.

A bien relire les journaux pourtant, on voit bien que nombre d'entre eux n'osent même pas écrire "propos antisémites" - ce serait trop gros - mais rapportent fidèlement d'ailleurs, les propos de Kouchner lui-même (dans "Le Parisien" par exemple) qui qualifie les paroles du Président iranien "d'anti-israéliennes". Nuance.

Et encore faudrait-il que l'on nous dise en quoi ceci (en tenant compte du fait que les traductions sont souvent éminemment criticables) :

"Après la fin de la Seconde guerre mondiale, ils (NDA : les Alliés) ont eu recours à l'agression militaire pour priver de terres une nation entière sous le prétexte de la souffrance juive".

Ou "Ils (NDA : les sionistes) ont envoyé des migrants d'Europe, des Etats-Unis et du monde de l'Holocauste pour établir un gouvernement raciste en Palestine occupée". Ou encore : "L'idéologie et le régime sionistes sont les porte-drapeaux du racisme" seraient des propos antisémites ou même anti-israéliens. A la rigueur, ce sont des propos anti-sionistes.

Mais quelle personne vraiment de gauche peut ne pas être anti-sioniste, ne pas donner raison à Mahmoud Ahmadinejad, sur la question du sionisme, si elle est un peu courageuse et honnête, et ce, sans pour autant remettre en cause le droit d'Israël à exister?

Quelle serait la maladie dont souffrent des juifs comme moi, qui peuvent même vivre en Israël et qui se définissent pourtant clairement comme opposés au sionisme?

Qui souhaite qu'Israël obéisse enfin aux résolutions de l'ONU, casse ces murs de la honte, se retire des terres occupées, et rende ce qu'elle a volé?

Les mille trois cents et quelques morts, les milliers de blessés de Gaza cet hiver, qui moi, me font encore pleurer de douleur et de honte à chaque fois que j'y pense, ne forment ils pas un cortège funèbre pour nous le rappeler, ou avons nous vraiment la mémoire si courte?

Ou notre vision du monde est-elle indéniablement partagée entre "orient/occident", "musulman/pas musulman"?

On voit bien que l'information est manipulée, détournée, travestie, assez honteusement.

On nous dit des choses comme "Ahmadinejad tue les homosexuels, et il lapide les femmes adultères" - ce qui est exagéré d'une part (oui, c'est arrivé, ces exécutions et ces punitions horribles, mais elles sont, heureusement peu nombreuses, décidées, localement - cela ne signifie pas qu'il ne faut pas combattre ces actes, bien-sûr-), mais c'est même faux, cette position, d'autre part, si on veut bien considérer que M. Ahmadinejad, selon la Constitution iranienne, n'a pas le pouvoir, à ce jour, de mettre un terme à la shariah, justement parce qu'il y a une séparation entre le laïc et le religieux.

On nous dit cela pour nous intimer l'ordre de fermer nos bouches, la conclusion étant "Ahmadinejad ne peut pas être soutenu, ni de près ni de loin ; car de toute façon, c'est un salaud, un homme qui tue des homosexuels et des femmes adultères, et donc, n'a pas droit à la parole sur la scène internationale".

Et quelqu'un comme Avigdor Lieberman, qui tient des propos ouvertement racistes en Israël, oui?

Et Ehud Barak, Tzippi Livni, qui ont sur la conscience et sur les mains le sang de milliers d'innocents, enfants, vieillards, malades, femmes, travailleurs... palestiniens, oui, c'est mieux sans doute?

Je dois accepter qu'ils me représentent doublement, en tant que juive, et en tant qu'israélienne? Sans rien dire?

Mais non j'ai trop mal et je pense aux derniers combats de Rabbin...tué en plein vol...

Mais eux, ces gens-là, ont droit au respect de la "communauté internationale"? Eux ont droit au respect de leur souveraineté, de leur indépendance, dans les organisations internationales? On n'a pas le droit de lapider une femme adultère ou un homosexuel. Oui je suis d'accord à mille pour cents. Cela doit être condamné, où que cela se passe.

On n'a pas le droit non plus de priver de vie des enfants. De raser leurs villages, leur maison, de brûler leurs mères au phosphore, de déchiqueter les jambes de leurs sœurs avec des bombes à fragmentation. Je suis d'accord avec cela aussi. Ça s'appelle la convention de Genève, justement.

Israël se tamponne allègrement de cette convention depuis des décennies et ça ne choque personne ou presque "en Occident". Il faut dire que notre modernité "à nous", a le redoutable privilège d'avoir à sa tête le seul Etat "démocratique" qui a jugé humain et rationnel de balancer les deux seules bombes atomiques jamais explosées dans le monde, sur le Japon, une le 6 août 1945, pour remettre ça 3 jours plus tard, le 9 août, sur Nagasaki.

Un pays où de nombreux Etats pratiquent encore la peine de mort, la torture, ou l'emprisonnement pour sodomie entre époux consentants. Un pays qui comportait de nombreuses lois racistes et ségrégationnistes il y a encore quelques dizaines d'années.

C'est dire comme notre modernité occidentale, notamment en Israël, est bien fondée. Comme notre modèle est irréprochable.

Quiconque oserait soutenir le droit à la liberté d'expression de M. Ahmadinejad, même modérément, même de façon objective, y compris pour le critiquer au fond, en se fondant sur des valeurs de la gauche, comme le respect de la souveraineté populaire qui a désigné M. Ahmadinejad comme Président de l'Iran (que ça plaise ou pas, qu'ils soit ou non un bon président pour les Iraniens et pour l'Iran, est un autre débat) est immédiatement suspecté (pour ne pas dire condamné) d'être une ignoble pourriture antisémite, raciste, fachos et j'en passe.

Par contre, que le président d'une institution comme le CRIJF se croie autorisé en 2007 à dire dans un discours que "Ahmadinejad c'est le nouvel Hitler" -excusez du peu - ne choque personne. Tout le monde trouve cela normal.

On peut sans problème, que l'on soit de droite ou de gauche, laïque ou pas, s'essuyer les pieds, autant que l'on veut, sur le dos d'un des représentants d'un des pays les plus importants dans le monde et notamment dans le monde oriental, de par son histoire, sa population, ses richesses, sa culture etc.

On encourra aucune sanction. C'est même vivement recommandé. Ça "fait bien".

Quelle inculture aussi. Comment oublier que l'Iran fut longtemps et de tous les régimes (dont celui du dernier "Shah" n'était pas le plus démocratique) l'un des pays d'Orient où les juifs vécurent (et continuent à vivre) bien et en paix? Que l'Iran et Israël ont fait bon ménage (diplomatique et économique) même encore quand Khomeyni est arrivé au pouvoir. Ensuite, ça s'est gâté, c'est vrai, pour des raisons politiques propres à chacun. Mais aucun crime antisémite commis sous la présidence d'Ahmadinejad en tout cas.

C'est juste comme ça, à force de raconter n'importe quoi, à force de diaboliser ce qui n'a pas lieu d'être, à des fins bassement économiques, et géo-stratégiques, qu'un jour, finalement, les gouvernements du monde de l'Occident, (vous savez, cette partie du globe qui se prétend si civilisée et si démocrate), a envahi militairement l'Irak, kidnappé son président en exercice (Saddam Hussein), et l'a pendu après un procès bidon, occupant toujours à cette heure ce territoire, tout ça au mépris des droits élémentaires des nations et des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Rien que parce que les manipulations et magouilles de l'Occident ont toujours eu des résultats désastreux pour les peuples dans cette région du Monde (en Irak, en Palestine, et bien-sûr en Iran et en Israël), rien que parce que je pense que nous, gens de gauche, socialistes, révolutionnaires, communistes, nous devons avant tout lutter contre l'impérialisme, quel qu'il soit, contre la domination des idées pro-sionistes, en conséquence, et que le droit des nations à être souveraines doit être un principe premier de toute action diplomatique réellement

démocratique, on ne peut aujourd'hui qu'avoir honte de notre soi disant gauche radicale mondiale qui ferait mieux de fermer sa bouche.

Je ne dis pas que nous devons soutenir le fondamentalisme religieux (quel que soit son habit), non, mais respecter les autres peuples, les autres pays, les autres cultures aussi. Les combattre politiquement oui, si on l'estime important, mais être juste et honnête. Arrêter de mentir, de travestir. D'instrumentaliser.

Pour conclure, évidemment, je ne dirais rien de la bouffonnerie des ambassadeurs européens (qui se sont fait le plus remarqués) qui avaient bien préparé leur petit coup d'éclat et qui, à mon sens, se sont couverts de ridicule aux yeux du monde, en se comportant comme des petits marquis offensés. Que pas un n'ait trouvé plus opportun, plus fort politiquement, symboliquement de répondre aux propos de M. Ahmadinejad, en dit long sur l'état de pourrissement idéologique et politique qui règne dans l'Union Européenne, dans le Monde dit occidental, justement, les USA eux ayant carrément boycotté (quel ridicule). Ce sont des tactiques de cour d'école.

"Durban II", c'est une preuve supplémentaire, si besoin, était que les forces et les idées pro-sionistes, de droite voire d'extrême droite, ne sont pas du tout mortes, et que les idées, pour le coup clairement anti-orientalistes, anti-musulmanes, et pour tout dire, néo coloniales, ont aussi de beaux jours devant elles, hélas.

Moi, j'en ai marre de marre, d'être instrumentalisée par des gens qui ne vivent pas ma vie, ne connaissent pas mon pays, ni ma culture ni ma religion.

Et je ne parle pas D'Ahmadinejad.

<http://bellaciao.org/fr/spip.php?article84483>

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Gilad Atzmon : Ahmadinejad : « Lisez sur mes lèvres ».

Je me retrouve une fois de plus à adresser un coup de chapeau au président iranien Ahmadinejad, dont je soutiens entièrement le discours.

Nul mieux que lui n'a su mettre en lumière les sentiments européens de discrimination raciale.

Ce que nous avons vu hier au Forum antiraciste de l'ONU a été du racisme islamophobe, collectif et institutionnel, en pleine action, un show coordonné de chauvinisme occidental fanatique.

Une horde de diplomates européens se comportant comme un troupeau de moutons pour faire montre d'un déni total de la notion de liberté d'expression et de la culture du débat.

De manière éloquent et profonde, le président Ahmadinejad a dit la pleine vérité et a exprimé certains faits de notoriété universelle.

Israël est bien un État raciste!

Israël se définit comme « État juif ». Bien que les Juifs ne forment pas un continuum racial, la législation de leur État national a une orientation raciale. Le système juridique israélien est discriminatoire à l'égard de ceux qui n'ont pas l'heur d'être juifs. Comme si cela ne suffisait pas, l'armée israélienne se révèle meurtrière envers les habitants autochtones du pays.

Considérant qu'Israël est un État d'apartheid en raison de cette discrimination institutionnalisée, on s'attendrait à ce que le Forum antiraciste de Genève serve principalement à traiter d'États comme Israël. Mais la vérité est tragique : dans les affaires du monde, Israël est le seul et unique État orienté racialement. Et comme nous avons pu le voir hier, l'« Occident » a pas une fois de plus refusé de se confronter à l'appel à l'action le plus évidemment humaniste.

Inutile de dire qu'Ahmadinejad a également été totalement correct dans sa description des circonstances historiques qui ont conduit à la naissance tragique d'Israël.

C'est en effet la souffrance juive qui a acheté la formation de l'État juif. Il est vrai aussi que l'État juif a été créé au détriment du peuple palestinien qui est en fait la dernière des victimes à souffrir de l'ère nazie.

Le nœud du problème est très simple. Des diplomates européens ont prouvé hier qu'ils ne peuvent pas accepter la vérité quand elle est transmise par un musulman. Par conséquent, il serait correct de dire que ce troupeau de diplomates occidentaux n'auraient jamais du participer à quelque "forum antiraciste" que ce soit. Le fait qu'ils se sont comportés avec intolérance prouve qu'eux et les gouvernements qui sont derrière eux sont aux origines du racisme d'aujourd'hui, à savoir l'islamophobie.

Les Européens qui ne peuvent pas entendre la vérité de la bouche d'un musulman, pour ne pas dire un chef d'État musulman, seraient mieux avisés de se rendre à une conférence qui célèbre la suprématie occidentale. Je suis sûr que Tel Aviv et Jérusalem en accueillent quelques-uns chaque année.

Sur une note finale, si le gouvernement britannique insiste pour envoyer des délégués à une telle conférence, il devrait faire en sorte que ceux qui sont affectés à la tâche sont en mesure de présenter une argumentation éloquent qui tienne la route du point de vue intellectuel. Peter Gooderham, l'ambassadeur britannique à l'ONU à Genève, n'est clairement pas fait pour cet emploi. L'ambassadeur a déclaré *on record* « De telles remarques antisémites outrageantes ne devraient pas avoir leur place dans un forum antiraciste de l'ONU »

L'Ambassadeur Gooderham devrait nous préciser où exactement se trouve l'« antisémitisme ».

Le président Ahmadinejad ne s'est pas référé pas à une race juive, ni au judaïsme. Il n'a pas fait référence au peuple juif, si ce n'est pour évoquer ses souffrances.

Ambassadeur Gooderham, au cas où vous avez réussi à rater tout cela, pendant que vous agissiez comme une brebis dans un troupeau, le président Ahmadinejad a dit la vérité en se référant à certains faits universellement acceptés.

On pourrait faire l'économie économiser quelque embarras à l'avenir si les diplomates britanniques étaient convenablement formés pour comprendre la complexité des affaires du monde et les idéologies qui sont impliqués dans l'élaboration de ces affaires. Cela nous épargnerait le spectacle de ces étranges bouffons de diplomates proférant des sons vides de sens, qu'eux-mêmes ont du mal à comprendre.

AUTEUR: Gilad ATZMON

Article original publié le 21/4/2009

Traduit par Fausto Giudice

Fausto Giudice est membre de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique.

Lisez la traduction française du discours d'Ahmadinejad

est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner l'auteur, le traducteur et la source.

http://www.michelcollon.info/index.php?view=article&catid=6&id=2021&option=com_content&Itemid=1

URL de cet article sur Tlaxcala : <http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=7484&lg=fr>

Source : Ahmadinejad: "Read My Lips"

4-2 Nous avons bien dit racisme : Je n'ai jamais compris que l'on pouvait refuser à un être humain une identité qu'elle soit de sol.

Voici le témoignage de Martine, qui vient de participer à une mission civile en Palestine, et qui montre le vrai visage de l'occupation israélienne au quotidien, du racisme institutionnalisé de l'Etat d'Israël. Oui, nous avons bien dit racisme.

« Je m'appelle Martine ; je suis française, d'origine italienne. Je ne me suis jamais posée la question de savoir si mon identité pouvait être remise en cause ; je ne me suis jamais vraiment dit qu'un jour je serais peut être obligée de quitter mon pays, qu'un jour ailleurs dans le monde je serais obligée de me cacher et de survivre. Je n'ai jamais compris que l'on pouvait refuser à un être humain une identité qu'elle soit de sol, de filiation ou les deux ; je ne peux comprendre qu'un être humain s'installe dans un coin du monde et chasse celui qui y vit depuis plusieurs générations. En 2002, j'ai réalisé, parce que d'autres venaient de le faire (José Bové, Monseigneur Gaillot, Samir Abdallah et beaucoup d'anonymes) que je pouvais aller voir sur place, aller comprendre sur place, questionner sur place, soutenir sur place et revenir témoigner.

J'ai donc fait partie de la 15ème mission civile.

En 2009 je me suis engagée sur la 148ème mission avec mes amis de Drôme-Ardèche rejoints par les parisiens de la 149ème mission. Et ce que j'ai trouvé 7 ans après m'a beaucoup inquiétée. 2002 un climat de guerre dominait partout : Les rues de Ramallah étaient défoncées, des immeubles détruits, des traces de balles sur les autres ; dans les rues de Bethléem assiégée, c'était le carnage et l'armée empêchait tout accès au centre ; à Gaza que nous avons pu rejoindre, nous avons dormi sous les tirs incessants de l'armée au dessus des maisons et déjà la situation économique faisait craindre le pire en nutrition, travail, éducation. 2009, l'armée est plus « discrète » ; elle cède sa place peu à peu aux cheiks points à des milices privées mais elle est partout sous couvert de sécurité y compris en Cisjordanie où elle n'a théoriquement rien à faire étant en territoire palestinien. 500 barrages environ et entre Jérusalem et les villes palestiniennes, notamment Nazareth, Bethléem, Ramallah, le checkpoint a une allure de gare de frontière.

La présence israélienne est insidieuse sous forme de colonies de plusieurs centaines de maisons ou simplement d'un lieu de prière, déclaré ainsi par un rabin sous prétexte qu'un juif, à la vie exemplaire, y aurait vécu. Sous couvert de protection de l'environnement, elle interdit l'urbanisation d'une colline à la demande des Palestiniens, et quelques mois plus tard y rase la forêt et y installe un nouveau quartier juif. Dans la vallée du Jourdain, Israël confisque l'eau (puits, sources, nappe phréatique, fleuve) et la revend aux agriculteurs palestiniens. La catastrophe écologique est annoncée, celle de la disparition progressive de la mer morte. L'armée de l'air sillonne sans arrêt la Cisjordanie, présence persistante et menaçante de l'occupant.

Chaque situation que nous avons rencontrée est un témoignage du harcèlement juridique, religieux, social, policier, militaire, qui est imposé aux Palestiniens, même lorsqu'ils sont citoyens israéliens. Et le plus révoltant, c'est que j'ai constaté que toute la société israélienne participe à ce harcèlement. Des va et vient journaliers des juifs orthodoxes sur le nouveau site religieux inventé et confisqué, appuyés par la police et l'armée, alternant les rondes la nuit, particulièrement le samedi ; du juge en charge du dossier des habitants de Cheikh Jarrah et qui déboute les Palestiniens sous prétexte que les documents nouveaux sont arrivés trop tard alors qu'il a lui-même demandé à les voir, aux provocations nombreuses devant la mosquée de Jérusalem ; de l'entretien régulier qui est fait dans les quartiers habités par des juifs, alors que les autres quartiers sont à peine entretenus (ce contraste est flagrant dans la vieille ville de Jérusalem, lieu de passage incontournable pour les étrangers) ; des routes réservées aux colons et israéliens non arabes pendant que les Palestiniens font de grands détours de plusieurs heures pour aller travailler ou se faire soigner ; des coupures d'eau aux contrôles d'identité inopinés comme je l'ai constaté dans Jérusalem où les commerçants du souk ne sont plus autorisés à mettre à la vente

des effigies d'Arafat, par exemple, ou cachent que les céramiques proposées viennent d'Hébron. La hiérarchie verticale, politique, juridique, du haut de l'état au plus petit de ses fonctionnaires trouve ainsi dans un soutien horizontal de quoi quadriller la vie des palestiniens mais aussi des arabes, citoyens israéliens. Car, et je l'ai appris sur mon guide touristique, la nationalité israélienne n'existe pas : on est citoyen israélien, d'origine arabe, juive, ...qui parle de racisme ?

Sans faire d'analyse politique dont je serais bien incapable, lorsque je laisse venir les images et les sensations mémorisées, le territoire israélien m'apparaît cerné de barrières, de clôtures, de murs, de miradors, composé de zones réservées, interdites, sécuritaires, mettant en avant comme bouclier des jeunes gens de 18 ans qui ont appris à détourner la tête lorsque vous vous adressez à eux (j'ai pu le faire à El masara) mais lorsque vous captez leur regard parfois, vous n'y trouvez pas la force tranquille du soldat fier et convaincu d'être à sa place. Je n'en tire aucune conclusion sur cette armée composée aussi de criminels de guerre. Israël qui s'enferme, en effet. Qui l'aurait cru alors que j'étais venue chercher la preuve de l'emprisonnement mental et physique des palestiniens ou des arabes, citoyens israéliens.

Quel avenir pour cette nation qui n'arrivera pas à se « débarrasser des arabes » (dixit les palestiniens eux-mêmes), dont les murs et les prisons déjà trop pleines, ne suffiront jamais à ébranler la détermination des palestiniens et leur résistance politique ou sociale. L'absurde pour n'importe quel pays de nier ses composantes diverses jusqu'à légitimer un enfermement de plus en plus étroit qui ne décourage pas, loin de là, ceux que l'on vise en Israël, les Palestiniens. En posant cette question de l'avenir d'Israël, mon souci est aussi de me poser celui des arabes de Palestine. L'état palestinien, où ?

Les colonies cernent les villes palestiniennes, s'insèrent entre les villages de Cisjordanie, le mur « coupe la vie en deux », morcelle l'espace vital ; la Cisjordanie n'a plus de contact avec Gaza qui est interdite d'accès même aux humanitaires. Et en Cisjordanie, Fathi nous a montré la difficulté à se relier à l'autorité palestinienne, finalement pas très loin mais impuissante, dans certains lieux, à jouer son rôle pour mettre en place les infrastructures de la vie quotidienne car la présence militaire et policière de l'occupant pèse de tout son poids.

La population se prend en main pour assurer le minimum, particulièrement l'éducation, qui semble être une priorité. Et notre présence, notre aide en « relevant les manches » pour cueillir les olives, construire une école, prend toute sa valeur quand la joie et la reconnaissance des Palestiniens que nous venions jusqu'à eux, se lisent dans leur regard et s'entendent dans leurs paroles et dans la chaleur de la réception qui nous est réservée dans chaque famille. Si eux ne baissent pas les bras, nous ne les baisserons pas non plus ! »

Martine

22 avril 2009 –

AFPS – CCIPPP - ISM -CAMPAGNE CIVILE INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DU PEUPLE PALESTINIEN CAPJPO-EuroPalestine

<http://www.europalestine.com/spip.php?article40>

4-3 Abdel Bari Atwan : Ahmadinejad n'a fait que dire la vérité.

Les élites occidentales auront bientôt le sort qu'elles méritent.

La colère gronde dans le monde entier.

Qui peut franchement admirer ou aimer de telles marionnettes ?

De tels lâches ?

Ils sont accroupis devant le Sionisme criminel comme le pauvre Peuple opprimé d'Egypte l'était-lui par force-devant Pharaon. Je vous baise les pieds Majesté et j'enlève aussi mon pantalon !

Voilà l'attitude de ce qui nous gouverne à nous, Occidentaux mais aussi aux populations Arabes. Des hommes qui n'en ont que le nom.

Des pitres.

Des gens sans foi ni loi, sans conscience.

Villepin a raison de dire que cela va finir par une Révolution en France.

Mais pas qu'ici d'ailleurs.

Le vase déborde.

Les peuples ont certainement davantage de courage que tous ces pantins qui leur font honte.

Non seulement ils parlent en notre nom mais ils laissent perpétrer les pires crimes.

On ne peut que se sentir rabaissé. Avili. Et n'éprouver que davantage de rancœur et de rancune.

Abdel Bari Atwan

Le Président iranien Mohammed Ahmadinejad a réussi à exposer le double standard occidental et s'est fait le champion du peuple palestinien et de leur juste cause, dans son discours à la séance inaugurale de la Conférence antiraciste Durban-2, où il a proclamé le racisme d'Israël et de la solution occidentale au problème juif, aux dépens des Palestiniens. Les délégations européennes, qui ont quitté la Conférence pour protester contre le discours du président iranien, ont manifesté très clairement leur soutien au racisme d'Israël et aux massacres qu'il perpète contre le peuple palestinien, les derniers en date pendant la récente agression contre la Bande de Gaza.

Les Etats-Unis, qui ont boycotté la Conférence pour soutenir Israël et protester contre les critiques qui lui étaient adressées dans la déclaration finale, avant qu'elle ne soit amendée et toute référence au racisme d'Israël supprimée, ont qualifié les déclarations du Président Ahmadinejad de scandaleuses, honteuses et malveillantes, mais n'ont pas dit un mot sur les odieuses pratiques sionistes contre les fils du peuple palestinien, comme les politiques de colonisation, le mur raciste, les arrestations arbitraires et le traitement de plus d'un million de citoyens arabes qui ont la citoyenneté israélienne, lequel est pire que le traitement des citoyens africains noirs par le régime d'apartheid en Afrique du Sud.

Le Président Ahmadinejad ne disait que la vérité, et même beaucoup moins que toute la vérité. Israël est le régime le plus odieusement raciste depuis l'aube de l'histoire et il a été constitué au prix du déplacement d'un peuple entier dans la diaspora et les pays voisins. Plus encore, le harcèlement du peuple par ce régime avec ses avions américains et les assassinats dans les camps de réfugiés de Cisjordanie, de la Bande de Gaza et du Liban-Sud.

Oui, Israël est un état raciste et ses dirigeants ont mis pour condition de n'entrer en négociations avec l'Autorité [Nationale] Palestinienne que si elle reconnaît que c'est un état juif, ce qui signifie la révocation de la légitimité et du droit de vivre pour 1,2 millions de Palestiniens qui constituent un cinquième de sa population.

Hier, un rapport de la Banque Mondiale a montré que les colons juifs en Cisjordanie consomment quatre fois plus d'eau que les Palestiniens, les vrais propriétaires du sol. Pendant que ces usurpateurs profitent de leurs piscines et arrosent librement leurs fermes, près de 3 millions de Palestiniens ont soif, à quelques mètres d'eux à peine.

La preuve la plus évidente de ce racisme israélien est le gouvernement d'extrême-droite de Benyamin Netanyahu, avec des partis qui veulent expulser les Arabes, comme Israël Beitenou mené par le raciste extrémiste Avigdor Lieberman, ministre des Affaires étrangères de ce gouvernement.

Le président iranien a eu, pour dire cette vérité, le courage et l'audace dont manquent malheureusement tous les dirigeants arabes. Les délégations arabes, la palestinienne en particulier, sont celles qui ont accepté de supprimer les clauses condamnant le racisme israélien dans le projet de déclaration finale, en réponse aux pressions étatsunienne et israélienne, dans l'espoir que ces deux pays reviendraient sur leur boycott de la Conférence et participeraient aux sessions de travail. C'est une démarche que les Etats-Unis ont accueillie avec grand mépris.

Les délégations occidentales qui ont quitté la Conférence pendant le discours du Président Ahmadinejad ont montré la fausseté de leurs revendications de démocratie et de liberté d'expression. Elles auraient poursuivi leur participation si elles croyaient réellement en ce qu'elles disent et auraient répondu au président iranien avec des arguments convaincants et en réfutant chacune de ses paroles. Mais elles ne croient pas à la démocratie et aux droits de s'exprimer si ceux-ci exposent le racisme d'un état qu'ils ont établi, et elles connaissent la nature de ses pratiques barbares à l'encontre des innocents.

Abdel Bari Atwan

23 avril

Du même auteur :

[Si seulement Hillary Clinton se taisait ! - 27 février 2009](#)

[La République Palestinienne de Dayton - 11 février 2009](#)

Sources [Infos Palestine](#)

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19